

Déclaration liminaire du Snudi FO 93 au CTSD du 6 septembre

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

La rentrée a été compliquée dans bon nombre d'écoles notamment du fait de la crise de recrutement que rencontre notre profession. Une crise en partie niée par le gouvernement qui se retranche derrière les sempiternels éléments de langage convenus, le ministre tentant de minimiser la crise en se retranchant derrière des pourcentages hasardeux. La réalité est tout autre, quatre mille enseignants manquent à l'appel au niveau National, un chiffre d'ailleurs largement sous-évalué par le ministère et les médias.

Rien que dans notre académie, nous estimons qu'il manque au moins mille enseignants dans le premier degré. Quant est-il réellement dans notre département ? Vous aurez sans doute, Monsieur le Directeur Académique, le souci de nous en informer. Nous souhaiterions savoir également combien de postes de remplaçants ne sont pas pourvu, combien de collègues remplaçants sont « fixés » en cette rentrée sur les postes vacants, combien vous reste-t-il de remplaçants pour... les remplacements à venir ?

Au-delà de la problématique du nombre d'enseignants manquants, on s'interroge entre autres sur la gestion des nominations de certains contractuels et des titulaires victimes de mesure de carte scolaire. Tantôt un enseignant contractuel est nommé dans le secteur de Livry alors qu'il demandait Saint Denis ou bien c'est une enseignante qui est nommée dans une école éloignée de son domicile alors qu'un poste est libre à côté. Certaines situations ont été réglées, d'autres non et ces dernières sont incompréhensibles... On se retrouve parfois avec des situations ubuesques où une IEN veut jouer au tirage au sort pour nommer un adjoint à un poste de direction alors même que dans le groupe scolaire un enseignant est volontaire, il faudra trois heures de tergiversation pour revenir à la raison et finalement accepter la solution qui paraissait tellement évidente. Pour d'autres cas, ce fut plus simple car on a eu contact avec l'IEN et des accords ont pu être obtenus. Nous nous interrogeons sur la difficulté de communiquer dans certaines situations, on ne peut pas continuer ainsi. Ces derniers jours, la DSDEN a été débordée, le travail de vos services est énorme (mails envoyés aux collègues tard le soir). Nous tenons à dire, ici, que le manque de moyen et de postes dans les services de la DSDEN est inadmissible. Cela nuit au travail des personnels administratifs, cela nuit aux droits élémentaires des collègues enseignants. Nous remercions les services pour tout ce travail difficile, nous souhaiterions que la communication avec les responsables de la DSDEN s'améliore rapidement avec les organisations syndicales afin que les collègues soient entendus.

Concernant ce que certains dans les médias nomment la « crise de vocations », comment cette situation aurait pu être évitée ? Rémunération bloquée depuis des années, pressions sur les personnels, accueil d'élèves relevant de la MDPH sans aides, évaluations systématiques, conditions de travail dégradées, changement des règles pour passer le concours (bac+5 aujourd'hui, on sait que cela a nui au nombre de candidats au concours...). Le gouvernement actuel et les précédents portent la responsabilité de ce fiasco.

Les conséquences de ces années d'austérités et de mépris sont redoutables.

Ce ne sont pas aux écoles, aux collègues, aux élèves de payer les pots cassés. Il n'est pas acceptable de « trouver des personnels » en jouant sur les fermetures de classes et les refus d'ouvertures...

Des écoles jusque-là épargnées se verraient victimes de mesures de carte scolaire ! Des écoles auxquelles on avait promis des ouvertures se verraient contraintes d'accueillir les

élèves sans moyens supplémentaires. Les dédoublements en GS CP et CE1 se feraient avec un seuil de 15 ou 16 ou 17, voire le remplacement éventuel de collègues de ces classes ne se ferait plus du tout...

La carte scolaire dans notre département est rendue difficile car le ministre ne prend pas la mesure de la hauteur des difficultés rencontrées dans les écoles. En lieu et place d'agir, il péroré dans les médias pour assurer que tout va bien... La DSDEN agit encore sous des contraintes budgétaires qui ne permettent pas de donner les moyens aux enseignants d'aider des élèves qui ont subi des années de confinement, des mois sans réel enseignement et qui accumulent des retards scolaires importants.

Il est hors de question de subir une fois de plus le discours sur les « seuils » qui ne sont que des « repères », les « taux de réalisations » entre juin et octobre, dans les faits tous les argumentaires qui imposent des classes à 28, 29 voire 30 élèves.

Enfin, Force Ouvrière sera là, avec l'intersyndicale, pour exiger des conditions de travail décentes pour tous, il sera là pour veiller au remplacement des collègues, il sera là pour veiller à ce qu'aucune école ne soit contrainte de subir une évaluation d'école, moyen de pression inadmissible, il sera là pour que les demandes d'autorisations d'absences soient, comme ce fut le cas pendant plus de 60 ans, accordées avec traitement... Nous veillerons et lutterons auprès des collègues.

Je vous remercie Monsieur le Directeur Académique de votre écoute.